

## COMMUNIQUE DU COMITE DE DEFENSE DU CHAC

La direction du CHAC a pris le 17 novembre la décision d'une fermeture temporaire du service des urgences. C'est un fait exceptionnel et, à notre connaissance, un précédent sur notre territoire de 30 000 habitants. A l'heure où plus personne ne nie l'arrivée d'une cinquième vague de COVID et où le département de l'Ariège est en tête des taux de contaminations, l'hôpital public réduit ses moyens ! Ceci couplé avec le départ annoncé de plusieurs médecins généralistes dans notre bassin de vie, sans que leur remplacement ne soit prévu.

Aujourd'hui, la question mérite d'être posée : le Couserans va-t-il être dans les semaines et les mois à venir, un nouveau désert médical ? Les couserannaises et couserannais, vont-t-ils être relégués au rang de sous-citoyens en matière de santé.

Pour notre part, et afin d'enrayer rapidement ce déficit en matière de santé, nous souhaitons qu'un conseil de surveillance extraordinaire du CHAC se réunisse dans l'urgence à l'initiative de son président, dans le but d'analyser les dysfonctionnements ayant entraînés la fermeture des urgences et d'y apporter des solutions pérennes en collaboration avec les salariés concernés.

Cette situation était malheureusement prévisible. Nous avons récemment alerté les élus du territoire, suite aux différentes expressions des salariés et des médecins du CHAC qui faisaient état du malaise qui s'amplifiait de jour en jour dans leur établissement.

Il serait temps, enfin, de tenir compte de l'avis et du malaise exprimés par les professionnels de santé.

Pour le comité de défense du CHAC

Le président : Frédéric Bostyn